

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

DIRECTION des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ

Bureau de la Réglementation et de l'Environnement

Arrêté de mise en demeure

Société PLASTIC RECYCLING
à SAINT-EUSEBE

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

N° 2013259-0008

VU le titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement, et notamment les articles L.511-1 et R.512-33 ;

VU le Livre I du Code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6 et L.171-8 ;

VU les dispositions relatives à la protection contre la foudre de la section III de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation N° 98/3080/2-2 du 10 août 1998 et le récépissé de changement d'exploitant du 27 août 1999 autorisant la société PLASTIC OMNIUM RECYCLING à exploiter un établissement de recyclage de matières plastiques usagées sur la commune de SAINT EUSEBE ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 17 juillet 2013 transmis à l'exploitant par courrier du 7 août 2013 et l'absence d'observation formulée par celui-ci ;

Considérant que l'exploitant n'a pas respecté les prescriptions techniques imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 août 1998 ;

Considérant que l'article L171-8 du Code de l'environnement stipule qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

Considérant que l'exploitation actuelle est de nature à engendrer des risques de propagation en cas d'incendie ;

Considérant que les non-conformités concernent la protection de la sécurité ;

Considérant que l'exploitant ne dispose pas des éléments qui permettent de justifier l'adéquation entre les risques et les moyens de secours contre l'incendie disponibles dans la configuration actuelle du site ;

Considérant que le respect des prescriptions des arrêtés susvisés est indispensable à la prévention des risques et à la sécurité des installations considérées ;

Sur proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRETE

Article 1^{er}

En application de l'article L171-8 du code de l'environnement, la société PLASTIC RECYCLING, dont le siège est situé avenue du Bois des Vergnes – 01150 SAINT JULIE, est mise en demeure, pour son établissement sis zone d'activités du Monay 71210 SAINT EUSEBE, de respecter :

- sous un délai de 1 mois, à compter de la date de signature du présent arrêté, les dispositions de l'article 26.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 août 1998 (distance minimale entre zones de stockage),
- sous un délai de 3 mois, à compter de la date de signature du présent arrêté, les dispositions suivantes :

Prescriptions à respecter
Article 6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 août 1998
Article 10.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 août 1998
Article 13.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 août 1998
Article 17 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 août 1998
Article 18 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 août 1998
Article 18 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
Article 24 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 août 1998
Article 25.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 août 1998
Article 37 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 août 1998

- sous un délai de 6 mois, à compter de la date de signature du présent arrêté, les dispositions de l'article R.512-33 du code de l'environnement (déclaration des modifications avec mise à jour de l'étude de dangers).

Article 2

Si l'exploitant ne défère pas, dans les délais impartis, à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Délai et voie de recours

La présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Dijon :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 4 – Exécution et copies

Mme la secrétaire générale de la préfecture, M. le sous-préfet de Chalon-sur-Saône, M. le maire de Saint-Eusèbe, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont notification sera faite à l'exploitant et dont copie sera adressée au responsable de l'unité territoriale de la DREAL Bourgogne à Mâcon.

Mâcon, le 16 SEP. 2013

Le Préfet
~~Pour le Préfet,~~
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Catherine SÉGUIN